



L'impact de l'aide internationale du Canada à la planification familiale, 2023-2024

Elizabeth A. Sully, Guttmacher Institute

Jessica D. Rosenberg, Guttmacher Institute

Meghan Doherty, Action Canada pour la santé et les droits sexuels

Brianna Parent Long, Action Canada pour la santé et les droits sexuels

La santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR), y compris les programmes et services de planification familiale, sont au cœur de systèmes de santé résilients, de l'égalité des genres et du développement durable.¹ Les données probantes sont sans équivoque : les investissements en SDSR sauvent des vies, réduisent la mortalité maternelle, préviennent les grossesses non désirées et élargissent les possibilités éducatives et économiques pour les femmes, les filles et les personnes LGBTQIA+.

Le soutien du Canada en matière de SDSR

Au cours de la dernière décennie, le Canada a fermement établi un rôle de leadership stratégique et reconnu à l'échelle mondiale dans la promotion des SDSR. En 2020, le Canada a lancé un engagement de dix ans pour la santé et les droits à l'échelle mondiale, en s'engageant à consacrer chaque année 700 millions \$ CA aux SDSR. Cet engagement a consolidé sa position de chef de file crédible et guidé par des principes, tout en produisant des résultats mesurables et positifs pour des millions de personnes.² En accordant explicitement la priorité à des SDSR complets et fondés sur les droits, y compris à des domaines longtemps négligés, le Canada a contribué à l'établissement d'une norme mondiale reconnaissant les SDSR comme un fondement essentiel de la réalisation des droits humains et de la santé mondiale.

L'engagement de dix ans a également établi un précédent mondial en matière de financement efficace des SDSR : des investissements prévisibles, pluriannuels et protégés, constituant la pierre angulaire de systèmes de santé résilients et durables. Cette approche fondée sur des données probantes reflète les rendements exceptionnellement élevés des investissements en SDSR, qui demeurent parmi les interventions de développement les plus rentables et à fort impact.³⁻⁵

Au cours de la période allant de 2019 à 2023, le Canada a alloué environ 2,09 milliards \$ CA en matière de SDSR.⁶ En 2023, les investissements dans les SDSR représentaient 5,04% de l'aide publique au développement, ce qui place le Canada parmi les principaux donateurs mondiaux dans ce domaine.⁷ Alors que d'autres donateurs se retirent du financement des SDSR, les investissements soutenus du Canada garantissent la prévisibilité et la stabilité des services essentiels. Le Canada fait partie d'un groupe de grandes économies – incluant d'importants donateurs européens, le Japon, l'Australie et la Corée du Sud – qui représentent la majeure partie du financement mondial des SDSR. Néanmoins, l'écart mondial de financement pour répondre aux besoins en SDSR des femmes dans les pays à revenu faible et intermédiaire s'élève toujours à 54 milliards \$ US – un écart qui ne fera que se creuser si le Canada se retire de ses engagements.³

Les réductions prévues de 2,7 milliards \$ CA du budget de l'aide au développement au cours des quatre prochaines années, combinées au ciblage spécifique du financement de la santé mondiale pour de compressions du budget fédéral de 2025, mettent en péril le leadership du Canada.⁸ Les effets de ces réductions ne sont pas abstraits. Ils toucheront des adolescentes privées d'accès à la contraception et des mères n'ayant aucun lieu où accoucher en toute sécurité et dans la dignité. En cette période de recul mondial, l'investissement financier et politique du Canada dans les SDSR joue un rôle stabilisateur essentiel et doit être protégé.

Le Canada est aujourd'hui devant un choix clair : maintenir des investissements dont l'efficacité à sauver des vies et à produire des retombées mesurables est démontrée, ou se retirer à un moment où le leadership mondial en matière de SDSR est plus nécessaire que jamais.

L'impact de l'investissement du Canada en planification familiale

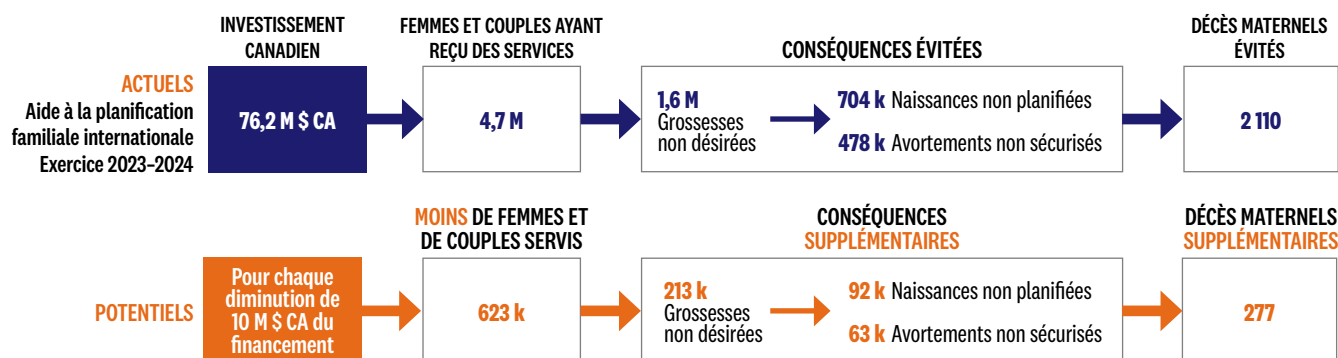
Le soutien du Canada à l'élargissement de l'accès à l'ensemble complet des services SDSR comprend des investissements essentiels en services de contraception. Au cours de l'exercice 2023-2024, le Canada a investi environ 76,2 millions \$ CA en aide internationale à la planification familiale,⁹ en hausse par rapport à 63,5 millions \$ CA en 2020-2021.¹⁰

* Cette figure représente une estimation minimale des investissements du Canada en planification familiale, fondée sur les données déclarées au Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), lesquelles excluent parfois des investissements multisectoriels comprenant la planification familiale. Une analyse distincte de KFF a estimé que le financement du Canada en planification familiale en 2024 pouvait atteindre 101,7 millions \$ US, soit près du double du montant calculé à partir des données du CAD de l'OCDE (voir la référence 12).

En 2023–2024 seulement, cet investissement de 76,2 millions \$ CA en planification familiale a permis de fournir des méthodes contraceptives modernes à environ 4,7 millions de femmes et de couples. En conséquence, près de 1,6 million de grossesses non désirées ont été évitées – ce qui a permis d'éviter 478 000 avortements non sécurisés et 704 000 naissances non planifiées – et, ultimement, de prévenir plus de 2 100 décès maternels dans les pays à revenu faible et intermédiaire.

Le graphique ci-dessous illustre à la fois les bénéfices concrets des investissements actuels du Canada et ce qui est en jeu si le financement est réduit en raison des compressions proposées au budget de l'aide au développement. Par exemple, chaque réduction de 10 millions \$ CA du financement priverait 623 000 personnes de services de contraception, augmenterait le nombre de grossesses non désirées de 213 000 et ferait en sorte que 277 décès maternels ne seraient pas évités.

Incidence des investissements actuels et potentiels du Canada en planification familiale internationale sur les résultats en santé reproductive



NB : Les incidences sont estimées à partir des données Adding It Up 2024. M = million. k = millier.

Maintenir le leadership du Canada dans le financement des SDR

Grâce à plus d'une décennie d'engagement soutenu en planification familiale, le Canada a démontré les retombées concrètes et vitales qu'un financement des SDR fondé sur des principes et sur la prévisibilité peut générer. Ces retombées comprennent des millions de grossesses non désirées évitées et des milliers de décès maternels prévenus. Toutefois, ce bilan d'impact se trouve aujourd'hui à un moment décisif. Alors que l'opposition aux SDR s'organise de façon de plus en plus coordonnée pour remettre en cause des acquis durement obtenus et que le financement de la santé mondiale devient plus instable, le leadership du Canada reflète à la fois ses valeurs de longue date et un investissement stratégique dans la sécurité et la stabilité de la santé mondiale. Les données sont sans équivoque : les investissements du Canada en SDR fonctionnent. Le Canada doit décider s'il continuera de jouer un rôle de leadership et d'agir en tant que partenaire mondial fiable qu'il prétend être.

Méthodologie et sources

Les effets des investissements actuels et des scénarios de réduction présentés dans ce rapport ont été calculés à l'aide du Calculateur d'impact des investissements en planification familiale.¹¹ Le niveau de financement du Canada en planification familiale pour l'exercice 2023–2024 a été déclaré par Affaires mondiales Canada à 76,2 millions \$ CA,⁹ sur la base des données transmises par le Canada au Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Il s'agit d'une estimation prudente du financement canadien en planification familiale pour 2024, d'autres sources faisant état d'un montant plus de deux fois supérieur (101,7 millions \$ US).¹² Pour les sources exprimées en dollars américains, le taux de change annuel moyen de 2024 a été utilisé pour la conversion en dollars canadiens.¹³

Le Calculateur d'impact des investissements en planification familiale estime les effets d'investissements réels, prévus ou hypothétiques en planification familiale et suppose que ces investissements couvrent l'ensemble des coûts liés à la prestation de services de contraception – tant les coûts de prestation des services de planification familiale que les coûts des programmes et des systèmes nécessaires pour appuyer le système de santé dans son ensemble. Le calculateur est conçu pour estimer les effets en fonction des coûts associés au contexte actuel de prestation des services. Il ne tient pas compte des coûts indirects additionnels qui seraient requis pour accroître l'offre de services afin de répondre aux besoins d'un grand nombre de nouvelles utilisatrices, par exemple le développement de nouvelles infrastructures ou l'expansion de la main-d'œuvre.

Pour estimer le nombre de femmes et de couples susceptibles de recevoir des services de contraception pour un niveau donné d'investissement, le calculateur divise le montant annuel de financement saisi par le coût annuel moyen des soins contraceptifs par utilisateur en 2024. Le coût annuel moyen des services de contraception repose sur la répartition des types de méthodes

utilisées et sur le coût annuel d'utilisation de chaque méthode, selon les données de 2024. Afin d'estimer les effets liés aux grossesses du montant de financement analysé, le calculateur utilise des ratios d'impacts par utilisatrice de services de contraception, tirés de l'étude Adding It Up 2024.³

Remerciements

Cette analyse a été rédigée par Elizabeth A. Sully et Jessica D. Rosenberg, du Guttmacher Institute, ainsi que par Meghan Doherty et Brianna Parent Long, d'Action Canada pour la santé et les droits sexuels. Meltem Odabaş, du Guttmacher Institute, a apporté son appui à l'analyse. Le texte a été révisé par Chris Olah, du Guttmacher Institute, et examiné par des membres de la Future Planning Initiative.

Cette analyse a été rendue possible grâce à une subvention de la Gates Foundation. Les constats et les conclusions qui y sont présentés sont ceux du Guttmacher Institute et ne reflètent pas nécessairement les positions ni les politiques du bailleur de fonds.

RÉFÉRENCES

1. Starrs A. M. et coll., Accelerate progress—sexual and reproductive health and rights for all: report of the Guttmacher–Lancet Commission, *Lancet*, 2018, 39(110140) : 2642–2692, [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(18\)30293-9](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(18)30293-9).
2. Bureau du premier ministre, Le gouvernement du Canada réalise un investissement sans précédent pour promouvoir la santé et les droits des femmes et des filles à travers le monde, communiqué de presse, Vancouver, C.-B., 4 juin 2019, <https://www.pm.gc.ca/fr/nouvelles/communiqués/2019/06/04/gouvernement-du-canada-realise-investissement-sans-precedent>.
3. Sully E. A. et coll., *Adding It Up 2024: Investing in Sexual and Reproductive Health in Low- and Middle-Income Countries (Adding It Up 2024 : investissements dans la santé sexuelle et reproductive au sein des pays à revenu faible et intermédiaire)*, New York : Guttmacher Institute, 2025, <https://www.guttmacher.org/fr/report/adding-it-up-2024-investing-sexual-and-reproductive-health-low-and-middle-income-countries>.
4. Finlay J. E. et coll., Contraception to women's economic empowerment: a narrative review, *World Development*, 2025, 196 : 107–167, <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2025.107167>.
5. Madise N. et coll., Achieving maternal and neonatal mortality development goals effectively: a cost-benefit analysis, *Journal of Benefit-Cost Analysis*, 2023, 14(S1) : 206–234, <https://doi.org/10.1017/bca.2023.24>.
6. Affaires mondiales Canada, *L'Engagement de 10 ans du Canada en matière de santé et de droits dans le monde : rapport annuel 2022–2023*, 2024, <https://international.canada.ca/fr/affaires-mondiales/organisation/rapports/sante-droits-monde/rapport-2022-2023>.
7. Deutsche Stiftung Weltbevölkerung (DSW), *Donors Delivering for SRHR Report 2025: Tracking OECD DAC Donor Funding for Sexual and Reproductive Health and Rights*, Bruxelles, Belgique : DSW, 2025, <https://donorsdelivering.report>.
8. Gouvernement du Canada, *Un Canada fort : Budget 2025*, Ottawa : ministère des Finances Canada, 2025, p. 348, <https://budget.canada.ca/2025/home-accueil-fr.html>.
9. Tableaux spéciaux de données tirés de la base de données financières d'Affaires mondiales Canada.
10. Guttmacher Institute, Rien qu'en chiffres : l'impact de l'aide internationale du Canada à la planification familiale, 2020–2021, *analyse de politiques*, 2021, <https://www.guttmacher.org/fr/just-numbers-impact-canada-international-family-planning-assistance-2020-2021>.
11. Guttmacher Institute, Family Planning Investment Impact Calculator Methodology, novembre 2024, <https://www.guttmacher.org/fp-impact-calculator-methodology>.
12. Wexler A., Kates J. et Lief E., *Donor Government Funding for Family Planning in 2024*, San Francisco : KFF, 2025, <https://www.kff.org/global-health-policy/donor-government-funding-for-family-planning-in-2024/>.
13. Banque du Canada, Taux de change annuels, <https://www.banqueducanada.ca/taux/taux-de-change/taux-de-change-moyens-annuels/>.



Center facts. Shape policy.

Advance sexual and reproductive rights.

[guttmacher.org](https://www.guttmacher.org)

125 Maiden Lane
New York, NY 10038
212.248.1111
info@guttmacher.org